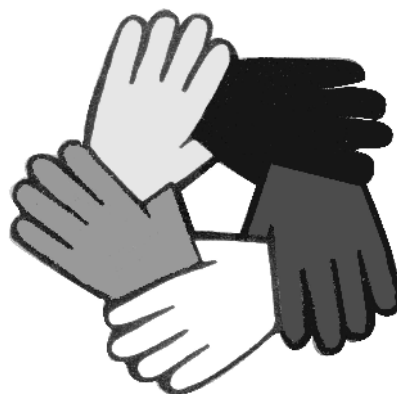


Pour un monde sans frontières !



Ils n'ont plus aucun complexe !

C'est un véritable déluge xénophobe et raciste qui s'abat sur nous depuis le début de la campagne électorale. Le discours de Grenoble de Sarkozy à l'été 2010, en même temps que la mise en place de la réforme du CESEDA de Besson, avaient ouvert les vannes. Maintenant, les Guéant-Sarkozy déversent sans retenue leurs propos haineux, jusqu'à mettre en cause l'immigration dite légale, c'est-à-dire le droit de se marier avec un étranger pour un(e) Français(e), le droit de vivre en famille pour tous. Bien sûr, les migrants qui arrivent, les sans-papiers, sont en première ligne de l'attaque.

Surfant sur le rejet assez populaire de l'Europe des banques et du fric, Sarkozy annonce sa volonté de remettre en cause les accords de Schengen, c'est-à-dire la liberté de circuler librement à l'intérieur de l'Europe. Mais ce droit ne concerne déjà que les Européens de l'Union Européenne, et donc aucunement la plupart des migrants. Il concerne encore moins les demandeurs d'asile sommés en vertu de ces mêmes accords de Schengen de ne pas sortir du 1er pays où ils sont arrivés. Et voilà Arno Klarsfeld qui propose de construire un mur entre la Turquie et la Grèce !

Les droits démocratiques à la libre circulation, à la liberté, à l'égalité, le droit d'asile, ils s'en foutent. La fameuse Déclaration des Droits de l'Homme, le vernis de leur démocratie mensongère, ils l'écorchent sans aucun état d'âme. « *Devant la persécution, toute per-*

sonne a le droit de chercher un asile en d'autres pays », dit l'article 14. « *Il y a trop d'immigrés en France* », répond Sarkozy. Et là encore, en cherchant à se rallier celles et ceux des Français(e) ou anciens immigrés qui galèrent à trouver un emploi ou un logement, il enfonce le clou : pas assez de travail, pas assez de logement, pas assez d'argent pour tous dans les caisses de la sécurité sociale et de l'Etat... Empruntant une partie de son programme à Marine Le Pen, le Président sortant annonce qu'il appliquera la préférence nationale pour le RSA et le minimum vieillesse.

Stoppons leur démagogie !

Les immigrés ne sont pas les profiteurs qu'ils nous présentent ! Ceux qui sont au chômage ou vieux, ils ont la plupart du temps travaillé et été licenciés, subissant la même exploitation que les travailleurs français.

Quant à celles et ceux qui viennent d'arriver, ils ne veulent pas de l'assistanat auquel les condamne la réglementation qui interdit aux demandeurs d'asile de travailler et qui obligent les autres à demander une autorisation de travail à la Direction Départementale du Travail, une autorisation quasiment toujours refusée. La préférence nationale existe déjà pour le travail, inscrite dans les lois de la République. Elle est inscrite dans le Code du Travail (article L 5221-1) et dans le Cesda. Et en quoi cela empêche-t-il les patrons de supprimer les emplois de

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



milliers d'ouvriers français à Arcelor Mittal, PSA ou Veninov ? En quoi cela soulage-t-il les millions de travailleurs qui crèvent de trop travailler à cause de l'augmentation des cadences, du développement du travail de nuit, ou à cause de l'amiante et d'autres pollutions auxquelles les patrons les exposent ? Ne nous laissons pas tromper par leur propagande ! Ce n'est pas parce qu'ils licencient ou qu'ils nous condamnent au travail précaire ou partiel qu'il n'y a pas de travail !

Si nous travaillions tous moins, et surtout si nous décidions nous-mêmes de la marche de l'économie sans obéir aux règles du marché capitaliste, il y aurait du travail ! Pareil pour le logement ! Des logements vides il y en a déjà, et même leurs vastes châteaux ou demeures pourraient nous servir si nous avons le pouvoir de les attribuer à qui en a besoin ! Et puis les gens à loger ne sont-ils pas ceux qui peuvent construire les logements ?

CONTRE LA XÉNOPHOBIE D'ÉTAT QUI CHERCHE À DIVISER NOTRE CAMP, CONSTRUISONS L'UNITÉ DES PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS !

OSONS IMAGINER UN AUTRE MONDE, UNE SOCIÉTÉ VRAIMENT SOCIALISTE, OÙ LE POUVOIR SERAIT AUX MAINS DES TRAVAILLEUR(S) EUX-MÊMES !

OSONS IMAGINER UN MONDE QUI TRAVILLERAIT À EFFACER LES FRONTIÈRES ENTRE LES PEUPLES



Pour contrer la « lepenisation » des esprits, faites-le savoir !

→ Aujourd'hui 2,5 millions de Français vivent à l'étranger. Des envahisseurs pour le Canada ou l'Angleterre ? 60 millions d'Européens ont migré vers d'autres pays (Canada, USA, Brésil, Algérie...) entre 1820 et 1920. En 1945, 2 millions de déplacés par la guerre à l'intérieur de l'Europe, sont partis aux USA, au Canada, en Australie, en Argentine... Tous des envahisseurs ?

→ Aujourd'hui en France, 11,6% de la population est née à l'étranger, un pourcentage stable depuis 10 ans. Le nombre des arrivées d'étrangers non communautaires en France est stable depuis 20 ans. Les 100 000 entrées nettes d'étrangers par an représentent 0,15% des 65 millions d'habitants en France. Le contraire de l'image d'une France envahie de migrants de plus en plus nombreux véhiculée par Le Pen et par beaucoup d'autres partis !

→ Aujourd'hui, 3% de la population mondiale vit dans un pays différent de celui de naissance. Les guerres provoquent beaucoup plus de déplacements de personnes à l'intérieur des frontières des pays en guerre, que de migrations dans d'autres pays.

→ Les 2/3 des migrations d'aujourd'hui vont du Sud au Sud : seulement 200.000 Maliens viennent en Europe sur les 3,5 millions de Maliens qui émigrent, 5 millions de réfugiés Afghans vivent au Pakistan et 1.5 million en Iran, pour 12 600 demandes d'asile faites en 2008 dans des États de l'Union Européenne par des Afghans; 70.000 Libyens fuyaient vers la Tunisie et y étaient accueillis pendant que 30.000 migrants se présentaient à Lampedusa.

→ En 2009, les impôts et cotisations à la sécurité sociale versées par les immigrés dépassaient de 12,4 milliards d'euros les sommes qu'ils avaient reçues en retraites, remboursements de santé, allocations chômage et familiales. Le contraire de la propagande mensongère des Le Pen et des Sarkozystes sur le soi-disant coût de l'immigration.

Produire ou consommer français, fausses solutions !

Tous les candidats qui se prétendent de gauche nous disent la même chose. Pour eux, défendre les travailleurs et défendre la France, c'est la même chose. Pour eux, défendre les emplois, c'est défendre l'industrie française. Pour François Hollande et le PS, pas de défense des sans-papiers en dehors de l'intérêt de l'économie française. Du coup, pour les chômeurs étrangers considérés comme en trop par l'économie française, pour ceux ne peuvent pas obtenir de CERFA de leurs patrons, adieu la régularisation selon les accords passés entre les ministères et la confédération CGT à la fin des grèves de travailleurs sans-papiers de 2010-2011.

Il est temps de reprendre nos esprits. La nationalité du capital, est-ce notre problème ? Des actionnaires français ou américains, qu'est-ce que ça change dans les conditions de travail et dans les risques de licenciements quand tous mènent les mêmes politiques de recherche du profit sur un marché largement mondialisé ? Ce qui compte aujourd'hui pour les travailleurs de France et de partout, c'est d'arriver à se libérer de la dictature du capital et de ses marchés. Pour cela, il ne s'agit pas de se réfugier les uns et les autres derrière les frontières nationales. Au contraire, il nous faut développer ensemble des combats internationalistes contre la domination impérialiste.

La République à toutes les sauces !

Rien de plus consensuel que la référence aux valeurs républicaines. Plus que jamais, la République est dans toutes les bouches, de Le Pen à Mélenchon. De quoi parlent-ils exactement ?

Du régime politique mis en place par la bourgeoisie française à partir de la Révolution de 1789 sans doute. Mais comment oublier la face cachée de cette République ? Comment oublier l'exploitation du travail des ouvriers par la bourgeoisie et toutes les répressions mises en place derrière le paravent de l'adage liberté-égalité-fraternité ? Comment oublier les horreurs de la colonisation au nom de la mission civilisatrice de la République, la xénophobie d'Etat fichée au cœur de la même République ?



Quand Mélenchon prétend constituer une VI^{ème} République grâce à la « révolution citoyenne », n'oublie-t-il pas de nous dire comment les ouvriers se libéreront de l'exploitation que les propriétaires du capital leur imposent ? Comment l'Etat bourgeois, sa police, son armée, sa justice, vont-ils brusquement changer leur fusil d'épaule par le seul jeu d'une « révolution citoyenne » quand ils fourbissent depuis des années leurs armes pour mater, y compris avec violence, les révoltes populaires ?

« Prenez-le pouvoir » dit Mélenchon ! C'est bien vrai que les prolétaires ne changeront leur condition qu'en prenant le pouvoir, mais à condition de le prendre eux-mêmes, sans déléguer leur pouvoir à des politiciens par la voie d'une élection ! A condition aussi d'être organisés dans un vrai parti communiste qui se fixe le socialisme comme horizon, et non une énième République !

Leur démocratie, leur République, c'est la dictature de la bourgeoisie !

Notre avenir, c'est le pouvoir aux ouvriers et le socialisme

« LE CHANGEMENT MAINTENANT », PAROLE DE FRANCOIS HOLLANDE ! MAIS QUEL CHANGEMENT ?

Fini, les chaises vides dans les écoles ?

« Je prends un engagement : celui de refuser la rétention des enfants », écrit F. Hollande à RESF. Très bien, et c'est le signe que les mobilisations de RESF n'ont pas été inutiles! Mais attention, ça ne veut pas dire que les expulsions de familles avec enfants seront stoppées. F. Hollande prétend seulement les conduire avec humanité, avec des assignations à résidence pour remplacer la rétention des enfants. Au bout du compte, et Hollande ne le cache pas, les « éloignements » auront quand même lieu. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si Hollande a refusé de contester devant Pujadas le fameux « *Il y a trop d'immigrés* » de Sarkozy. C'est qu'il est bien d'accord pour réduire lui aussi le nombre d'immigrés. « *Il y aura des règles* », a-t-il proclamé ce soir-là à la télé. Et le voilà qui annonce ce que **les demandes d'asile seront traitées en 6 mois**, le plus vite possible. On a déjà entendu ce refrain au moment de la mise en place du 1er Ceseda. C'était le projet de Sarkozy pour expulser plus vite les demandeurs d'asile déboutés.

Nous ne réclamons pas que l'examen des demandes d'asile soit encore plus bâclé qu'actuellement. Nous voulons au contraire que les demandeurs d'asile cessent d'être humiliés par des procédures bureaucratiques sans aucun rapport avec les réalités du monde dangereux d'où ils viennent.

Nous ne réclamons pas des expulsions humaines, c'est impossible ! Nous voulons la décriminalisation du séjour irrégulier, l'arrêt des expulsions, la fermeture des centres de rétention, la liberté de circuler et de s'installer !

Fini les régularisations au compte-goutte cas par cas ?

C'est Hollande lui-même qui l'a dit en réponse aux journalistes de France 2 : « *J'ai toujours dit que*

je ferai ce qui se passe aujourd'hui, c'est-à-dire des régularisations au cas par cas ».

Et d'ajouter « **Le nombre de régularisations devrait être dans le même ordre de grandeur qu'actuellement, soit environ 30.000 par an** ». Côté régularisation, dit encore Hollande, ce sera « **sur la base de critères objectifs, clairs et transparents** » : emploi, critère familial, présence sur le territoire. Et pour l'autre face du problème : « **Quand vous répondez à ces 3 critères, vous pouvez être régularisé, sinon vous êtes reconduit à la frontière** ». Autrement dit, ce sera comme il s'y est engagé et l'a aussi dit aux médias : « **Je conduirai une lutte implacable contre l'immigration illégale et les filières de travail clandestin** ». Et tout comme l'UMP, Hollande justifie sa future guerre contre les sans-papiers par le besoin d'intégrer ceux qui ont des papiers, en opposant donc les uns aux autres...

Les régularisations sur critères ne sont pas la solution. Trop souvent impossible de justifier le temps de présence ! En temps de crise et quand le Code du Travail exige que vous obteniez une autorisation de travail de l'administration parce que vous êtes étranger, difficile de se faire reconnaître comme travailleurs ! Parmi les 6 000 travailleurs sans-papiers grévistes de la Région parisienne de ces dernières années, des milliers ont été recalés faute d'avoir pu obtenir des patrons les Cerfas dont la nécessité avait été acceptée y compris par les syndicats engagés de le mouvement. Pourquoi faudrait-il être utile aux entreprises capitalistes pour avoir le droit de vivre où on veut ? Pourquoi faudrait-il obligatoirement avoir femme et enfants pour rester sur le sol français ?

Non, nous ne réclamons pas des critères clairs et objectifs également appliqués par toutes les préfectures ! Nous voulons la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers avec un titre de séjour unique de 10 ans ! Nous voulons la liberté de circulation et d'installation !

**AVEC OU SANS HOLLANDE COMME PRESIDENT,
NOS LUTTES CONTINUERONT !**

Après la grande grève des travailleurs sans-papiers de 2010 : Le mouvement des sans-papiers de la région parisienne bouge toujours !

La CSP75 (11e-19^e) prépare une marche européenne pour le mois de juin 2012 avec des sans-papiers d'autres pays. D'autres collectifs sont regroupés avec Droits Devant dans la **campagne Racket** qui dénonce depuis trois ans les ponctions incessantes sur les travailleurs sans-papiers, les cotisations perçues sans retour... Ces six derniers mois, la direction de cette campagne a demandé à rencontrer les candidats de gauche à la présidentielle (et même le MODEM). Un rassemblement a ainsi eu lieu devant le siège de campagne de François Hollande le mercredi 14 mars.



Le 17 mars deux manifestations ont eu lieu à la même heure et sur des trajets différents : celle concluant la semaine anti-coloniale, et une autre commémorant le démarrage du mouvement des Sans-Papiers le 18 mars 1996 avec l'occupation de l'église Saint-Bernard. Les Sans-Papiers de l'Île de France se sont répartis sur les deux manifs.

A cela, il faut ajouter, ici ou là, des tentatives d'occupation et des initiatives devant telle ou telle préfecture, mais qui, aujourd'hui, sont isolées les unes des autres. Plusieurs rassemblements de RESF autour de lycéens menacés d'expulsion ont eu lieu devant des préfectures.

La CGT a annoncé une nouvelle vague de grève, un acte III, mais n'est pas encore passée à l'action. Nouveau : elle se tourne vers des collectifs, admettant désormais que la grève n'est pas la seule forme de lutte...

En finir avec l'éclatement !

Le mouvement des sans-papiers souffre de ses divisions, dans la région parisienne en particulier mais pas seulement. L'ancienne CSP75 a éclaté en trois groupes, à peu près d'égale importance : CSP75 (19e-11e), CSP75 (18e) et « Oubliés de Baudelique ». Sur Paris, il faut ajouter les sans-papiers de Droits Devant, le Collectif du 17e autour du foyer Saint-Just, ainsi que le 9e Collectif. Les trois départements de la petite couronne ont chacun un Collectif : le CSP92, le CTSP Vitry et la Coord 93, auxquels il faut ajouter un Collectif de Montreuil. Les tentatives de réactivation de la Coordination Nationale des Sans-Papiers n'ont pas abouti.

Plusieurs voix différentes se font entendre dans la CGT, avec au moins deux réseaux de mobilisation qui s'ignorent souvent : l'un autour de la direction confédérale, l'autre autour de l'UD de Paris.

Et reprendre l'initiative sur les positions de lutte de classe qui s'étaient dégagées du mouvement historique des sans-papiers de Saint-Bernard !

- **Régularisation de tous les sans-papiers ! Non aux régularisations cas par cas, comme nous en promet encore le PS de François Hollande !**
- **Non aux expulsions ! Fermeture des centres de rétention !**
- **Egalité de tous les droits !**
- **L'intérêt de sans-papiers rejoint celui de tous les travailleurs exploités par le capitalisme !**



Interpeller les candidats aux Présidentielles ? Oui, mais dans quel but ?

En cette période électorale, tous les mouvements interpellent candidats et élus. RESF, la CGT, ont adressé des lettres ouvertes dénonçant tel ou tel aspect des politiques d'immigration du gouvernement. La Confédération CGT demande une « véritable » application de l'article du CESEDA et des circulaires concernant les régularisations de travailleurs. RESF et l'UD CGT75 demandent des changements dans la loi. Toutes ces adresses ont en commun de ne pas exiger la régularisation pour tous et encore moins l'abrogation du Ceseda. Elles militent pour un cas par cas plus juste, plus humain, plus large. Pourquoi ? C'est comme si la soi-disant nécessité du « contrôle de l'immigration » ne pouvait pas être mise en doute. D'autres diront que les Français ne peuvent pas comprendre la revendication de liberté de circulation et d'installation...

Nous devons en finir avec ces façons de restreindre l'horizon politique de nos luttes ! A l'heure de la libre circulation des capitaux, il est inadmissible que les déplacements des hommes restent soumis aux intérêts des Etats des pays impérialistes. Les prolétaires et les peuples du monde entier ne doivent pas être traités comme des marchandises qu'on accepterait ou rejetterait en fonction de l'intérêt qu'ils représentent pour le profit des économies capitalistes !

OCML-VP, Avril 2012

A lire et à faire lire : d'autres documents récents, disponibles sur www.vp-partisan.org

- FN, parti ouvrier ? Questions et réponses pour la lutte (4 pages)
- Crise, c'est par où la sortie ? (4 pages)
- Ici et maintenant pour une autre société, construisons l'alternative communiste ! (4 pages à venir)
- Construire l'OCML-VP pour construire un parti communiste (Brochure, résolution de Congrès)

A lire et à faire lire : notre journal **Partisan**, disponible en kiosques et sur internet www.vp-partisan.org



ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN

